



Assemblée générale

Distr. générale
25 juillet 2016
Français
Original : anglais

Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire

Soixante-septième session

Genève, 3-7 octobre 2016

Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire

Examen des rapports sur les travaux du Comité permanent

**Budgets-programmes, gestion, contrôle financier
et administratif**

Audit interne du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés concernant la période allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016

Rapport du Bureau des services de contrôle interne

Résumé

Le présent rapport donne une vue d'ensemble de l'audit interne des activités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) que le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a réalisé pour la période allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016. Le rapport est présenté en application de la décision du Comité exécutif d'examiner les rapports relatifs au programme, à l'administration, au contrôle et à l'évaluation à sa session plénière annuelle (A/AC.96/1003, par. 25 l) f) vi).



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Aperçu des résultats	3–20	3
A. Répartition et appréciation des audits	3–6	3
B. Siège et technologies de l'information et de la communication	7–14	5
C. Opérations sur le terrain.....	15–19	7
D. Services consultatifs	20	8
III. État de la mise en œuvre des recommandations	21–27	8
A. Aperçu général de la période considérée	21	8
B. État de l'application des recommandations non encore appliquées	22–24	8
C. Recommandations d'importance critique dont le délai d'application a expiré	25–26	9
D. Aperçu des recommandations classées	27	9
IV. Planification des travaux	28–30	9
V. Effectifs et budget	31–32	9
A. Effectifs	31	9
B. Budget.....	32	10
VI. Coopération et coordination	33–40	10
A. Comité d'audit et de contrôle indépendant	33	10
B. Comité du suivi de l'application des recommandations et de la responsabilité.....	34	10
C. Direction du HCR.....	35	11
D. Organes de contrôle de l'ONU	36	11
E. Bureau de l'Inspecteur général du HCR	37–39	11
F. Point de contact pour les activités d'audit, Groupe de la coordination des politiques et de l'audit et Division de la gestion financière et administrative.....	40	11
 Annexes		
I. Rapports finals publiés entre le 1 ^{er} juillet 2015 et le 30 juin 2016 : Siège et technologies de l'information et de la communication		13
II. Rapports finals publiés entre le 1 ^{er} juillet 2015 et le 30 juin 2016 : Opérations sur le terrain		15
III. Recommandations en souffrance depuis plus de deux ans.....		18
IV. Recommandations fondamentales dont le délai d'application a expiré.....		20

I. Introduction

1. Le présent rapport donne une vue d'ensemble des services d'audit interne rendus au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016. Il a été établi pour examen à la soixante-septième session du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, à la suite de consultations avec celui-ci.

2. Le BSCI fournit des services d'audit interne au HCR conformément :

a) Aux résolutions de l'Assemblée générale qui ont trait au mandat, aux fonctions et aux activités du BSCI, entre autres les résolutions 48/218B, 54/244, 57/287B, 59/272, 64/263 et 69/253 ;

b) À l'article 5.15 des Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ;

c) À l'article 12 du Règlement de gestion par le Haut-Commissaire pour les réfugiés des fonds constitués au moyen de contributions volontaires (A/AC.96/503/Rev.10) ;

d) À la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/273 sur la création du Bureau des services de contrôle interne ; et

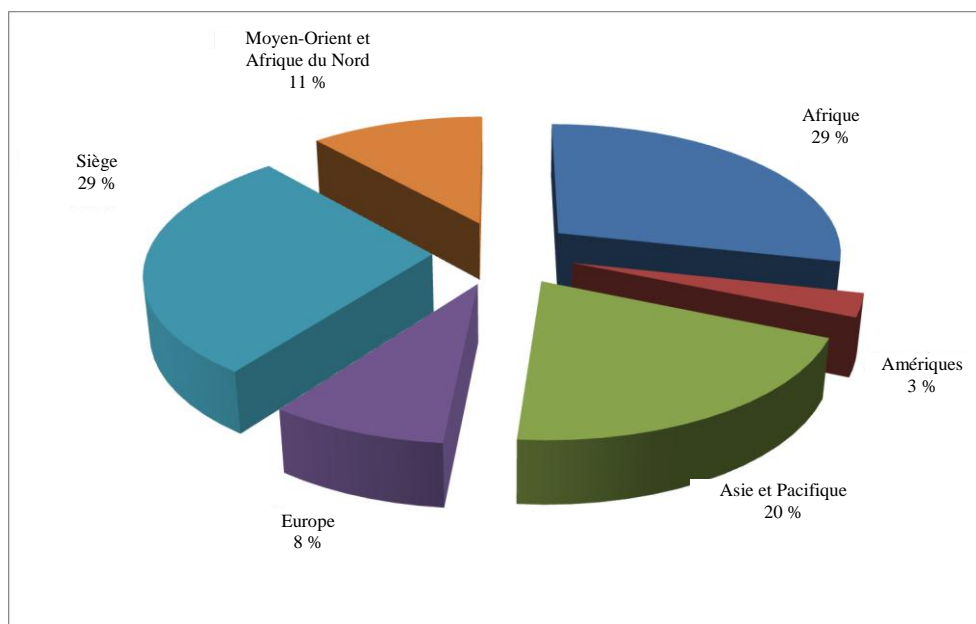
e) Au mémorandum d'accord définissant les modalités selon lesquelles le BSCI fournit les services d'audit interne au HCR, qui a été signé le 17 décembre 2014 par le Haut-Commissaire et le Secrétaire général adjoint du BSCI.

II. Aperçu des résultats

A. Répartition et appréciation des audits

3. Le BSCI a réalisé 35 audits au cours de la période considérée (voir la liste figurant dans les annexes I et II). Le graphique 1 indique la répartition régionale des audits de mission effectués.

Graphique 1
 Rapports établis entre le 1^{er} juillet 2015 et le 30 juin 2016, par région

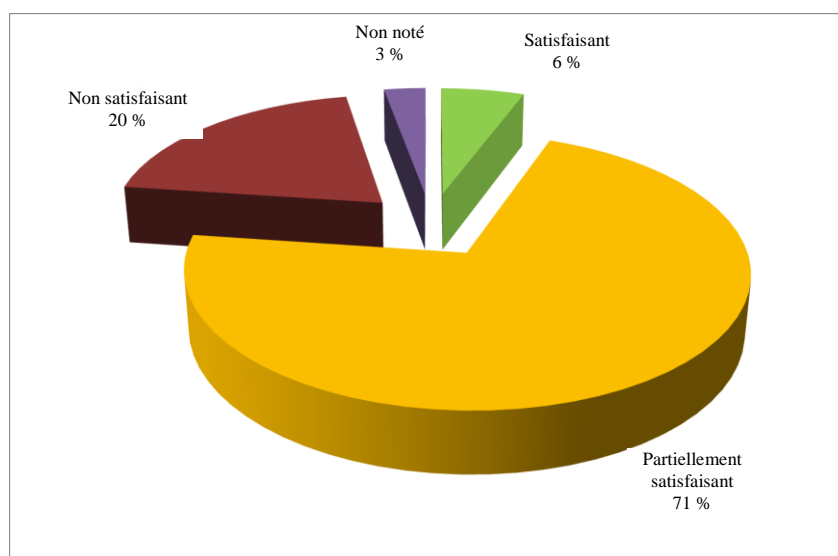


4. Les avis généraux concernant les audits ont été classés comme suit, par type d'appréciation :

- Sont considérés comme « satisfaisants » les résultats des audits dont il ressort que les mécanismes de gouvernance, les méthodes de gestion du risque et les procédures de contrôle interne sont conçus de manière adéquate et bien appliqués, fournissant ainsi l'assurance raisonnable que les objectifs de contrôle et/ou d'exploitation examinés ont été atteints ;
- Sont considérés comme « partiellement satisfaisants » les résultats des audits qui montrent que des carences importantes (mais qui ne sont pas fondamentales ni généralisées) existent en matière de gouvernance, de gestion du risque ou de contrôle interne, au point de remettre en cause l'assurance raisonnable que les objectifs de contrôle et/ou d'exploitation examinés ont été atteints ; et
- Sont considérés comme « non satisfaisants » les résultats des audits qui concluent qu'une ou plusieurs carences importantes et/ou généralisées existent en matière de gouvernance, de gestion du risque ou de contrôle interne, au point qu'aucune assurance raisonnable que les objectifs de contrôle et/ou d'exploitation examinés ont été atteints ne peut être donnée.

5. Le graphique 2 présente la répartition générale par type d'appréciation des 35 audits réalisés au cours de la période.

Graphique 2
Appréciation des rapports établis entre le 1^{er} juillet 2015 et le 30 juin 2016



6. Les résultats des audits sont résumés ci-dessous.

B. Siège et technologies de l'information et de la communication

7. Le BSCI a réalisé, au cours de la période considérée, 10 audits relatifs au siège et aux technologies de l'information et de la communication, dont la liste figure à l'annexe I.

8. Les rapports de ces audits contenaient 4 recommandations d'importance critique et 49 recommandations importantes. On trouvera ci-après de brefs résumés des principaux résultats de ces audits.

Gestion des achats confiés aux partenaires

9. Le BSCI a réalisé un audit thématique concernant les achats effectués au nom du HCR. Il a été établi qu'aucune des 16 opérations sur le terrain considérées dans ce cadre n'avait mené d'évaluation complète pour déterminer s'il était plus efficace et rationnel que le HCR procède directement aux achats ou qu'il les confie à des partenaires. La capacité des partenaires à procéder aux achats n'a pas été évaluée dans 12 des 16 opérations étudiées et, dans 11 d'entre elles, le système de contrôle des achats effectués par les partenaires laissait à désirer. Le processus de présélection des partenaires, centralisé au niveau du Siège du HCR souffrait, en outre, de lenteurs. De plus, la mise en place de mesures permettant de détecter et de prévenir les fraudes dans ce domaine, intrinsèquement exposé à des risques importants, n'était pas systématique. Le HCR a accepté les recommandations du BSCI, dont quatre étaient considérées comme d'importance critique, visant à remédier aux carences constatées au niveau institutionnel et a engagé des mesures correctives.

Gestion des dépenses de personnel des partenaires

10. Le BSCI a mené un audit thématique relatif au contrôle par le HCR de la planification et du suivi des dépenses de personnel pour 54 partenaires actifs dans 12 opérations sur le terrain. L'audit a permis de déterminer que le HCR devait : a) affiner et développer ses lignes directrices visant à faciliter la définition, pour les opérations sur le terrain, de barèmes uniformes applicables aux contributions du HCR à la rémunération du

personnel des entités partenaires qui soient cohérents par rapport aux situations locales ; b) veiller à ce que la rémunération du personnel des entités partenaires corresponde aux barèmes définis ; et c) contrôler le bien-fondé des budgets établis par les entités partenaires pour les dépenses de personnel. Le HCR a accepté les recommandations du BSCI et leur mise en œuvre est en cours.

Gestion des programmes dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène

11. Le BSCI a réalisé un audit thématique des programmes du HCR dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène au Siège à Genève et dans 12 opérations sur le terrain, au terme duquel il a été conclu que le HCR devait : a) veiller à ce que toutes les opérations prioritaires disposent de stratégies locales appropriées concernant les interventions dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ; b) concevoir et mettre en service la plateforme électronique améliorée de gestion et d'analyse des données de santé publique, notamment dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ; c) collecter des données de base, définir des objectifs et recueillir des données démographiques précis aux fins des programmes relatifs aux domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ; d) déployer des efforts coordonnés pour assurer la prestation de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène conformes aux normes minimales ; et e) combler les lacunes de financement et assurer un suivi des coûts des programmes dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Le HCR a accepté les recommandations du BSCI et leur mise en œuvre est en cours.

Gestion des interventions en espèce

12. Le BSCI a procédé à un audit thématique de la gestion par le HCR des interventions en espèce au Siège à Genève et dans sept opérations sur le terrain. L'audit a permis de conclure que le HCR devait : a) finaliser un plan stratégique visant à définir le modèle d'activité, les buts et les objectifs se rapportant aux interventions en espèce ; b) renforcer les partenariats avec les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales dans ce domaine ; c) procéder à une évaluation complète des risques afférents à ces interventions à l'échelle mondiale ; d) fournir aux opérations sur le terrain des orientations concernant les procédures financières et administratives à suivre pour les interventions en espèce ; e) améliorer les critères de vulnérabilité et les méthodes de ciblage ; et f) aider les opérations sur le terrain à mettre en place des procédures opérationnelles normalisées pour l'exécution des programmes dans ce domaine. Au 30 juin 2016, le HCR avait mis en œuvre trois de ces six recommandations.

Gestion des technologies de l'information et de la communication

13. L'examen par le BSCI des services d'hébergement informatique fournis au HCR par des tierces parties a montré que le HCR devait : a) actualiser sa stratégie informatique pour tenir compte de l'utilisation de services d'hébergement et de services en nuage ; b) mettre en œuvre des mesures tendant à faciliter la vérification physique des moyens utilisés dans les locaux des prestataires de services d'hébergement ; et c) organiser un stockage délocalisé des informations détenues dans les locaux de ces prestataires. Le HCR a accepté les recommandations du BSCI et commencé à les mettre en œuvre.

14. Le BSCI a aussi réalisé un audit des dispositions prises par le HCR pour fournir un appui informatique aux opérations sur le terrain. L'audit a montré que le HCR devait : a) faire en sorte que les services informatiques soient reconnus comme fonction d'appui de premier plan et que des niveaux de référence soient définis pour permettre la constitution d'effectifs appropriés ; b) renforcer le suivi de l'appui apporté aux opérations sur le terrain

par des prestataires de services extérieurs ; c) faire en sorte que les matériels informatiques nécessaires soient disponibles en cas d'urgence ; d) rappeler au personnel des opérations sur le terrain comment sont structurées les responsabilités en ce qui concerne la maintenance et le support informatiques pour les applications hors norme et lui donner des orientations à ce sujet ; e) veiller à ce que les opérations sur le terrain disposent de connexions Internet secondaires ; et f) faire en sorte que soit mené à bien l'inventaire des moyens et ressources informatiques pour permettre de mieux apprécier les besoins en termes d'appui. Le HCR a engagé des mesures pour mettre en œuvre les recommandations du BSCI.

C. Opérations sur le terrain

15. Pendant la période considérée, le BSCI a mené à bien 25 audits d'opérations sur le terrain, dont la liste figure à l'annexe II.

16. Les rapports établis au terme de ces audits comprenaient 19 recommandations d'importance critique et 126 recommandations importantes. On trouvera ci-après un résumé succinct des problèmes systémiques identifiés.

Gestion du portefeuille de fournisseurs et achats

17. En 2015, les opérations du HCR sur le terrain ont dépensé 688 millions de dollars des États-Unis en biens et services. Le BSCI a recommandé que les pratiques de gestion du portefeuille de fournisseurs et d'achat soient améliorées dans 21 des 25 opérations sur le terrain ayant fait l'objet d'un audit. Pour les opérations au Cameroun, à Djibouti, au Liban, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et en Ukraine, le BSCI a formulé des recommandations critiques visant à pallier les faiblesses des procédures d'agrément des fournisseurs ainsi que l'absence de procédures d'achat compétitives et transparentes. L'ensemble des six opérations concernées ont mis en œuvre les recommandations du BSCI concernant le renforcement des mesures de contrôle des achats.

Suivi de la distribution d'articles non alimentaires

18. En 2015, le HCR a assuré la distribution d'articles non alimentaires à des personnes relevant de sa compétence à hauteur d'un montant total de 318 millions de dollars des États-Unis. Le BSCI a formulé des recommandations critiques concernant les opérations du HCR au Cameroun, en Libye et en Ukraine, visant à remédier aux carences constatées dans le contrôle de ces activités. Bien que ces trois opérations aient, par la suite, mis en œuvre les recommandations en question, des faiblesses ont aussi été constatées dans le système de contrôle de neuf autres opérations ayant fait l'objet d'un audit, ce qui augmentait le risque que la distribution des articles non alimentaires ne soit pas adéquatement suivie et contrôlée.

Suivi des projets exécutés par des partenaires

19. En 2015, le HCR a dépensé 1,3 milliard de dollars des États-Unis dans le cadre de ses partenariats. Le BSCI a recommandé que le suivi des activités des partenaires dans le cadre de projets soit amélioré dans 23 des 25 opérations du HCR sur le terrain ayant fait l'objet d'un audit. Le BSCI a formulé des recommandations d'importance critique tendant à ce que le système de contrôle, peu rigoureux, de l'utilisation des fonds alloués aux partenaires pour l'exécution des projets soit renforcé dans les opérations du HCR au Cameroun, en Égypte et en République démocratique du Congo. Ces opérations avaient mis en œuvre les recommandations du BSCI visant à élaborer et mettre à exécution un plan axé sur les risques pour le suivi des projets qui relevaient de partenaires, ou s'y employaient.

D. Services consultatifs

20. Pendant la période considérée, en fonction des demandes émanant des entités du siège ou des opérations sur le terrain, le BSCI a fourni au HCR des services consultatifs dans plusieurs domaines tels que la gestion des risques de l'organisation, la gestion des programmes, la gestion des partenariats et les technologies de l'information et des communications.

III. État de la mise en œuvre des recommandations

A. Aperçu général de la période considérée

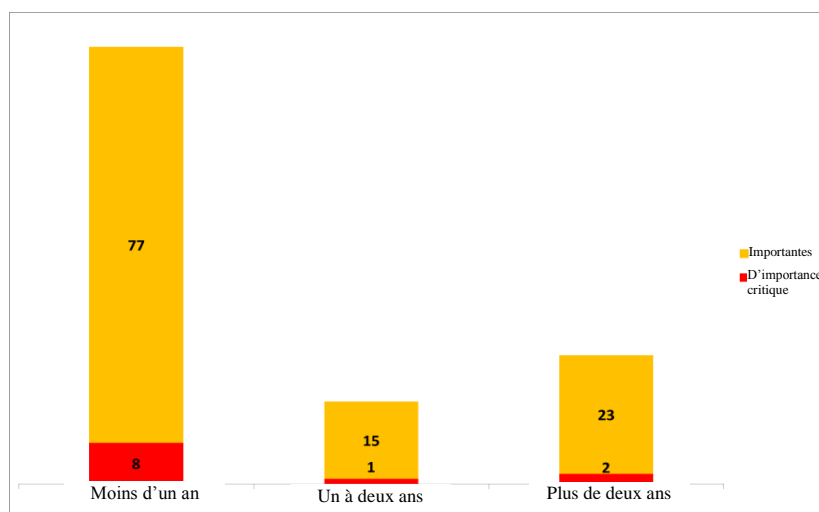
21. Le BSCI a émis 198 recommandations au terme des 35 audits réalisés, dont 175 (88 %) étaient importantes et 23 (12 %) d'importance critique. On trouvera aux annexes I et II une ventilation par audit de ces recommandations.

B. État de l'application des recommandations non encore appliquées

22. À la fin de la période considérée, 126 recommandations n'avaient pas encore été appliquées, dont 115 étaient considérées comme importantes et 11 d'importance critique. Le graphique 3 indique la répartition chronologique de ces recommandations.

Graphique 3

Répartition par ancienneté et catégorie des recommandations non encore appliquées au 30 juin 2016



23. Au cours de la période considérée, le nombre de recommandations en souffrance a connu une légère baisse, passant de 128 au 30 juin 2015 à 126 au 30 juin 2016. Le Groupe de la coordination des politiques et de l'audit de la Division de la gestion administrative et financière a fourni un appui effectif au BSCI pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations.

24. Au total, 25 recommandations étaient en souffrance depuis plus de deux à la fin de la période considérée. On trouvera à l'annexe III une liste des audits qui ont donné lieu à ces recommandations.

C. Recommandations d'importance critique dont le délai d'application a expiré

25. L'annexe IV présente en détail les sept recommandations d'importance critique dont le délai d'application a expiré et des informations actualisées sur les progrès accomplis à ce jour. Ces recommandations devraient être mises en œuvre en 2016.

26. Le BSCI continue de suivre la mise en œuvre de ces recommandations avec l'appui de la Division de la gestion administrative et financière.

D. Aperçu des recommandations classées

27. Au cours de l'année, 200 recommandations ont été classées, dont 185 avaient été intégralement mises en œuvre. Quinze recommandations ont été classées sans avoir été mises en œuvre parce que les problèmes qu'elles concernaient avaient disparu, seraient traités dans le cadre d'une autre recommandation existante et/ou seraient réévalués dans le cadre d'autres audits prévus.

IV. Planification des travaux

28. Des plans de travail annuels axés sur les risques et portant sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre ont été établis pour 2015 et 2016, conformément aux processus de planification et d'évaluation des risques du BSCI. Les tâches prévues ont été examinées avec la direction du HCR afin de valider et de confirmer les domaines devant faire l'objet d'un audit. Le BSCI a eu des échanges de vues avec le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU, le Corps commun d'inspection, le Service d'élaboration et d'évaluation des politiques du HCR et le Bureau de l'Inspecteur général du HCR afin de réduire au minimum les chevauchements et d'optimiser la portée des activités de contrôle du HCR.

29. Le Comité d'audit et de contrôle indépendant du HCR a examiné le processus de planification des travaux et les tâches prévues pour 2016. Le plan de travail final a été entériné par le Haut-Commissaire et approuvé par le Secrétaire général adjoint du BSCI.

30. La direction du HCR était informée tous les trois mois de l'avancement de la mise en œuvre des plans de travail pour 2015 et 2016, qui étaient régulièrement examinés avec le Comité d'audit et de contrôle indépendant.

V. Effectifs et budget

A. Effectifs

31. Le BSCI a fait approuver 25 postes au total pour les activités du HCR en 2015, et 26 pour 2016, comme l'indique le tableau 1. À la fin de juin 2016, 23 de ces 26 postes avaient été pourvus et le processus de recrutement était en cours pour les trois postes encore vacants.

Tableau 1
Postes approuvés pour 2015 et 2016

Lieu	Genève		Nairobi		Amman		Islamabad*		Budapest		Total	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Type de poste/année												
Administrateur	9	9	6	6	5	5	1	--	--	2	21	22
Agent des services généraux	3	3	1	1	--	--	--	--	--	--	4	4
Total	12	12	7	7	5	5	1			2	25	26

* Un poste d'administrateur précédemment basé à Islamabad a été transféré à Budapest au 1^{er} janvier 2016.

B. Budget

32. Le tableau 2 indique les ressources budgétaires allouées à l'audit interne en 2015 et 2016.

Tableau 2
Budgets de l'audit interne pour 2015 et 2016 (en dollars)

Catégorie de dépenses	2015	2016
Dépenses de personnel	5 035 919	4 944 924
Dépenses hors personnel	593 226	613 226
Total	5 629 145	5 558 150

VI. Coopération et coordination

A. Comité d'audit et de contrôle indépendant

33. Le BSCI a assisté aux trois réunions du Comité d'audit et de contrôle indépendant tenues au cours de la période considérée afin d'examiner des questions liées à l'exécution du plan de travail et aux processus d'audit. Le Comité a pris acte avec satisfaction du document établi par le BSCI sous le titre « Key audit issues, risks and control weaknesses in UNHCR » (Principaux problèmes en ce qui concerne l'audit, les risques et les insuffisances du système de contrôle du HCR). Le Comité a recommandé que ce document soit régulièrement examiné lors des réunions du Comité du suivi de l'application des recommandations et de la responsabilité et d'autres réunions des directeurs en vue d'analyser de manière plus approfondie les causes sous-jacentes des principaux problèmes soulevés en ce qui concerne l'audit, les risques et le système de contrôle interne, et d'inciter les gestionnaires compétents à prendre les mesures nécessaires selon que de besoin. Le Comité d'audit et de contrôle indépendant a aussi constaté avec satisfaction que le BSCI avait commencé à prendre en compte le registre des risques de chaque opération du HCR dans le cadre de ses missions d'audit et à utiliser le registre des risques d'entreprise pour la planification de l'audit en 2017.

B. Comité du suivi de l'application des recommandations et de la responsabilité

34. Pendant la période considérée, le BSCI a assisté à l'unique réunion tenue par le Comité du suivi de l'application des recommandations et de la responsabilité, qui s'est tenue en décembre 2015. Les questions traitées pendant la réunion portaient notamment sur : l'appréciation des résultats des audits, l'ancienneté des recommandations d'audit et l'état de la mise en œuvre des recommandations d'importance critique.

C. Direction du HCR

35. Le BSCI a rencontré, tout au long de la période considérée, les directeurs des divisions et des bureaux régionaux ainsi que des représentants du HCR pour examiner le calendrier, la portée et les objectifs des missions d'audits et des questions connexes. Il a aussi tenu des réunions avec des hauts responsables pour analyser et résoudre les problèmes constatés au cours des audits.

D. Organes de contrôle de l'ONU

36. Le BSCI a tenu des réunions régulières avec le Comité des commissaires aux comptes et le Corps commun d'inspection pour échanger des informations et réduire autant que possible tout chevauchement dans les activités de contrôle. Il a systématiquement communiqué les plans de travail au Comité des commissaires aux comptes et au Corps commun d'inspection, les a informés des audits au stade de la planification et leur a transmis copie des rapports finals.

E. Bureau de l'Inspecteur général du HCR

37. Au cours de la période considérée, des représentants du Bureau de l'Inspecteur général et du BSCI se sont réunis régulièrement pour étudier les possibilités de synergie et les moyens d'améliorer l'échange d'informations, notamment dans le cadre de la planification et du suivi des missions. Le BSCI et le Bureau de l'Inspecteur général, en concertation avec la Division de la gestion administrative et financière, ont également amorcé un processus commun de planification des travaux pour 2017 et au-delà. Dans ce cadre, le BSCI, la Division de la gestion administrative et financière et le Service d'inspection du Bureau de l'Inspecteur général se sont entretenus conjointement avec les responsables de toutes les divisions du HCR et de ses bureaux régionaux. Ces efforts de planification commune ont établi une interface dynamique entre les deux organes de contrôle et d'instaurer une coordination fonctionnelle répondant mieux aux besoins et exigences du HCR.

38. Pendant la période considérée, le BSCI et le Bureau de l'Inspecteur général ont aussi mené deux missions de contrôle communes, au Soudan du Sud et en République arabe syrienne.

39. Les questions devant faire l'objet d'investigations ont été renvoyées au Service des investigations du Bureau de l'Inspecteur général pour suite à donner. S'agissant des renvois antérieurs, le BSCI s'est enquis périodiquement auprès du Bureau de l'Inspecteur général de la suite qui leur avait été donnée.

F. Point de contact pour les activités d'audit, Groupe de la coordination des politiques et de l'audit et Division de la gestion financière et administrative

40. Le Directeur de la Division de la gestion financière et administrative étant l'interlocuteur du BSCI, des réunions ont été organisées régulièrement, sous l'égide du Directeur, avec le Groupe de la coordination des politiques et de l'audit. Ces réunions portaient sur différents aspects du plan de travail, sur le suivi des dispositions prises pour donner effet aux rapports d'audit et aux recommandations et sur les ressources financières et humaines.

Annexe I

Rapports finals publiés entre le 1^{er} juillet 2015 et le 30 juin 2016 : Siège et technologies de l'information et de la communication

	<i>Rapport numéro</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Date du rapport final</i>	<i>Appréciation</i>	<i>Recommandations importantes</i>	<i>Recommandations d'importance critique</i>
1	2015/092	Audit du dispositif en vigueur au Siège du HCR et dans ses opérations sur le terrain concernant les déplacements officiels	2 septembre 2015	Partiellement satisfaisant	8	0
2	2015/093	Audit du dispositif du HCR concernant les interventions en espèces	2 septembre 2015	Partiellement satisfaisant	6	0
3	2015/102	Examen des problèmes récurrents concernant la gestion des actifs et des inventaires dans les opérations du HCR sur le terrain, sur la base des rapports d'audit interne	24 septembre 2015	Non noté	3	0
4	2015/112	Audit des services d'hébergement informatique fournis au HCR par des tiers	30 septembre 2015	Partiellement satisfaisant	3	0
5	2015/129	Audit du dispositif du HCR concernant les dépenses de personnel de ses partenaires d'exécution	26 octobre 2015	Partiellement satisfaisant	6	0
6	2015/145	Audit des prestations versées aux membres du personnel du HCR lors de leur nomination, réaffectation ou cessation de service	24 novembre 2015	Partiellement satisfaisant	5	0
7	2015/173	Audit des activités du Bureau régional du HCR pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	16 décembre 2015	Partiellement satisfaisant	5	0

	<i>Rapport numéro</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Date du rapport final</i>	<i>Appréciation</i>	<i>Recommandations importantes</i>	<i>Recommandations d'importance critique</i>
8	2016/024	Audit de l'appui informatique aux opérations du HCR sur le terrain	23 mars 2016	Partiellement satisfaisant	7	0
9	2016/027	Audit des programmes du HCR dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène	28 mars 2016	Partiellement satisfaisant	5	0
10	2016/034	Audit des achats effectués par les partenaires avec des fonds du HCR	25 avril 2016	Non satisfaisant	1	4
Total					49	4

Annexe II

Rapports finals publiés entre le 1^{er} juillet 2015 et le 30 juin 2016 : Opérations sur le terrain

	<i>Rapport numéro</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Date du rapport final</i>	<i>Appréciation</i>	<i>Recommandations importantes</i>	<i>Recommandations d'importance critique</i>
1	2015/071	Audit des opérations du HCR en Ukraine	14 juillet 2015	Non satisfaisant	4	3
2	2015/098	Audit des opérations du HCR au Liban	22 septembre 2015	Non satisfaisant	4	3
3	2015/101	Audit des opérations du HCR en Somalie	24 septembre 2015	Partiellement satisfaisant	7	0
4	2015/111	Audit des opérations du HCR en Algérie	30 septembre 2015	Partiellement satisfaisant	8	0
5	2015/114	Audit des opérations du HCR en Indonésie	30 septembre 2015	Partiellement satisfaisant	6	0
6	2015/118	Audit des opérations régionales du HCR au Panama	13 octobre 2015	Partiellement satisfaisant	6	0
7	2015/121	Audit des opérations du HCR en République démocratique du Congo	14 octobre 2015	Non satisfaisant	3	3
8	2015/130	Audit des opérations du HCR au Soudan	27 octobre 2015	Partiellement satisfaisant	6	0
9	2015/134	Audit des opérations du HCR au Monténégro	2 novembre 2015	Partiellement satisfaisant	4	0
10	2015/142	Audit des opérations du HCR en République centrafricaine	24 novembre 2015	Partiellement satisfaisant	6	0

<i>Rapport numéro</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Date du rapport final</i>	<i>Appréciation</i>	<i>Recommandations importantes</i>	<i>Recommandations d'importance critique</i>
11 2015/156	Audit des opérations du HCR au Libéria	2 décembre 2015	Partiellement satisfaisant	5	0
12 2015/159	Audit des opérations du HCR au Cameroun	3 décembre 2015	Non satisfaisant	3	4
13 2015/165	Audit des opérations du HCR au Bangladesh	8 décembre 2015	Partiellement satisfaisant	6	0
14 2015/166	Audit des opérations du HCR à Myanmar	8 décembre 2015	Partiellement satisfaisant	4	0
15 2015/164	Audit du Bureau régional du HCR en Thaïlande	8 décembre 2015	Partiellement satisfaisant	3	0
16 2015/168	Audit des opérations du HCR en Thaïlande	10 décembre 2015	Partiellement satisfaisant	5	0
17 2015/182	Audit des opérations du HCR en Iran (République islamique d')	17 décembre 2015	Partiellement satisfaisant	6	0
18 2015/192	Audit des opérations du HCR en Fédération de Russie	29 décembre 2015	Partiellement satisfaisant	6	0
19 2016/009	Audit des opérations du HCR en République-Unie de Tanzanie	29 février 2016	Partiellement satisfaisant	7	0
20 2016/025	Audit des opérations du HCR en Zambie	24 mars 2016	Partiellement satisfaisant	5	0
21 2016/031	Audit des opérations du HCR en Libye	14 avril 2016	Non satisfaisant	3	2
22 2016/039	Audit des opérations du HCR à Djibouti	3 mai 2016	Partiellement satisfaisant	8	1
23 2016/047	Audit des opérations du HCR en Égypte	16 mai 2016	Satisfaisant	3	1

<i>Rapport numéro</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Date du rapport final</i>	<i>Appréciation</i>	<i>Recommandations importantes</i>	<i>Recommandations d'importance critique</i>	
24	2016/049	Audit des opérations du HCR au Soudan du Sud	18 mai 2016	Non satisfaisant	5	2
25	2016/063	Audit des opérations du HCR au Népal	2 juin 2016	Satisfaisant	3	0
Total				126	19	

Annexe III

Recommandations en souffrance depuis plus de deux ans

<i>Rapport numéro</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Recommandations importantes</i>	<i>Recommandations d'importance critique</i>	<i>Nombre total de recommandations</i>	<i>Recommandations entraînant des changements d'orientation et de système</i>
AR2012/110/01	Audit des opérations du HCR au Burundi	05/12/2012	1	0	1	
AR2011/111/02	Audit des opérations du HCR en Guinée	18/12/2012	1	0	1	
AR2011/165/01	Audit des activités de collecte de fonds du HCR auprès du secteur privé	18/12/2012	3	0	3	3
AR2012/112/03	Audit des opérations du HCR en Éthiopie	25/03/2013	1	1	2	
AT2012/166/01	Audit de la sécurité du système de gestion des systèmes, des ressources et des personnes (MSRP)	25/03/2013	1	0	1	1
AR2012/112/02	Audit des opérations du HCR en Ouganda	27/03/2013	1	0	1	
AR2012/110/03	Audit des opérations du HCR en République démocratique du Congo	31/10/2013	1	0	1	
AR2012/163/01	Audit des activités des réseaux de spécialistes techniques de la Division de l'appui aux programmes et de la gestion du HCR	18/11/2013	1	0	1	1
AR2013/112/02	Audit des opérations du HCR en République-Unie de Tanzanie	18/12/2013	1	0	1	
AR2013/131/01	Audit des opérations du HCR en Iraq	30/12/2013	1	0	1	1
AR2013/113/03	Audit des opérations du HCR en Angola	22/04/2014	1	0	1	
AR2013/113/02	Audit des opérations du HCR au Malawi	13/05/2014	1	0	1	
AR2013/141/03	Audit des opérations du HCR en Afghanistan	30/05/2014	1	1	2	

<i>Rapport numéro</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Recommandations importantes</i>	<i>Recommandations d'importance critique</i>	<i>Nombre total de recommandations</i>	<i>Recommandations entraînant des changements d'orientation et de système</i>
AR2013/113/01	Audit du bureau régional du HCR en Afrique du Sud	27/06/2014	4	0	4	
AR2013/111/04	Audit des opérations du HCR au Niger	30/06/2014	1	0	1	
AR2013/162/01	Audit de la gestion des effectifs rattachés au HCR	30/06/2014	3	0	3	3
Nombre total de recommandations en suspens depuis plus de deux ans			23	2	25	9

Annexe IV

Recommandations fondamentales dont le délai d'application a expiré

<i>Mission numéro</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Recommandations</i>	<i>Dernière mise à jour</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date cible</i>	<i>Nouvelle date d'achèvement estimative</i>
AR2012/112/03	Audit des opérations du HCR en Éthiopie	Le Haut-Commissariat devrait engager le Gouvernement éthiopien à obtenir réparation pour violations de l'accord de pays, de l'accord avec le partenaire d'exécution et des dispositions relatives au droit d'usage par le partenaire d'exécution du Gouvernement.	En mai 2016, le HCR a transmis au BSCI la communication officielle du partenaire d'exécution l'informant de la restitution de plaques minéralogiques au Gouvernement éthiopien. Le BSCI continuera de suivre cette recommandation sous réserve : a) que le HCR lui confirme que les dépenses courantes (carburant, entretien, maintenance, par exemple) afférentes aux véhicules transférés ne sont plus à sa charge et, b) qu'il reçoive copie des accords de transfert de propriété.	25/03/2013	31/12/2013	31/12/2016
AR2013/141/03	Audit des opérations du HCR en Afghanistan	La représentation du HCR en Afghanistan, en collaboration avec le Bureau pour l'Asie et le Pacifique, devrait : a) examiner le projet mis en œuvre par le partenaire pour déterminer dans quelle mesure les objectifs ont été atteints et si les résultats obtenus correspondent aux fonds versés par le HCR ; et b) examiner les versements effectués au bénéfice du partenaire au regard des prestations effectivement fournies et recouvrer le trop-perçu éventuel.	En mai 2015, le HCR a indiqué que le Contrôleur avait adressé une lettre au Bureau régional du partenaire, avec copie au siège, au sujet du montant réclamé. Le partenaire a répondu par courrier électronique, le 7 avril 2015, en s'opposant à nouveau à la demande. Le HCR a alors demandé au partenaire de répondre à la lettre du Contrôleur par le biais du responsable désigné au siège du partenaire ainsi que de produire des documents clairs pour justifier les dépenses directes supérieures	30/05/2014	30/09/2014	31/12/2016

<i>Mission numéro</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Recommandations</i>	<i>Dernière mise à jour</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date cible</i>	<i>Nouvelle date d'achèvement estimative</i>
			aux montants budgétaires qu'il avait facturées.			
AR2014/112/01	Audit du Centre régional d'appui du HCR au Kenya	Le Centre régional d'appui du HCR au Kenya devrait établir des procédures locales appropriées pour veiller à ce que : a) les plans de travail des responsables régionaux mettent l'accent sur les questions à haut risque et les priorités opérationnelles, et comprennent des plans de mission spécifiques, avec des estimations des frais de déplacement dans les pays de la région ; b) pour chaque mission d'appui, un rapport soit élaboré, examiné et adressé à chaque représentant du pays concerné ; et c) l'état d'application des recommandations figurant dans les rapports de mission des responsables régionaux soit systématiquement évalué.	En décembre 2015, le HCR a fait savoir qu'à compter du 1 ^{er} janvier 2016, la responsabilité de la planification et de l'approbation des missions d'appui sur le terrain devant être effectuées par des administrateurs affectés au centre régional de services incomberait aux services du Siège dont ils relèvent. La responsabilité du suivi des recommandations relatives aux missions sera transférée à ces services le cas échéant. Le BSCI a demandé à recevoir le tableau complet le plus récent des recommandations pour la période se terminant en décembre 2015, un document qu'il attendait toujours.	30/12/2014	31/03/2015	31/12/2016
AR2014/131/06	Audit des opérations du HCR au Liban	La Représentation du HCR au Liban devrait établir des procédures pour : a) vérifier l'exactitude des factures d'hôpitaux avant d'autoriser les remboursements ; b) contrôler que les hôpitaux appliquent systématiquement des tarifs réduits aux réfugiés ; c) s'assurer que l'administrateur tiers dispose de routines de vérification dans le système informatisé qu'il utilise pour établir ces factures ; et d) veiller à ce qu'une preuve de	En avril 2016, le HCR a fait savoir que le fournisseur précédent avait présenté la preuve de tous les paiements effectués. Ceux-ci avaient été examinés pour mise en concordance et un certain nombre d'incohérences étaient en cours de traitement. Le BSCI attend confirmation que des mesures ont été prises à cet égard.	22/09/2015	31/12/2015	31/12/2016

<i>Mission numéro</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Recommandations</i>	<i>Dernière mise à jour</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date cible</i>	<i>Nouvelle date d'achèvement estimative</i>
		paiement soit fournie en temps utile au tiers administrateur pour toutes les factures payées et soumises à l'audit.				
AR2015/110/01	Audit des opérations du HCR en République démocratique du Congo	La Représentation régionale du HCR en République démocratique du Congo devrait : a) mettre en place, sur tous les sites, une infrastructure adaptée afin d'évaluer efficacement la réception, la remise et l'inventaire du carburant ; et b) mettre en œuvre des procédures pour comptabiliser les transferts de carburant entre les différents sites et évaluer les rapports sur la consommation mensuelle de carburant, tout en veillant à ce que les chiffres communiqués à cet égard aient été relevés sur des odomètres fonctionnels.	En mai 2016, le HCR a fait savoir que 94 véhicules et motocycles (53 véhicules légers, 2 camions et 39 motocycles) étaient équipés d'odomètres fonctionnels. Une formation au système de localisation des véhicules a aussi été menée, chaque véhicule étant équipé d'un tel système pour faciliter le suivi de ses déplacements et de sa consommation de carburant. Pour pouvoir classer cette recommandation, le BSCI a encore besoin de recevoir la preuve des procédures mises en œuvre pour comptabiliser les transferts de carburant entre les différents sites, ainsi qu'une évaluation de la consommation mensuelle de carburant de chaque bureau.	14/10/2015	31/03/2016	31/12/2016
AR2015/131/02	Audit des opérations du HCR en Libye	La Mission du HCR en Libye devrait : a) mettre au point une stratégie de protection et de fonctionnement, assortie d'objectifs d'efficacité tenant compte du contexte opérationnel le plus probable, ainsi que d'autres objectifs fondés sur un ou plusieurs autres scénarios opérationnels possibles ; b) mettre en œuvre des procédures lui permettant de rendre	Au moment de l'établissement du rapport d'audit final, le HCR a fait savoir que : a) la Mission avait établi des objectifs au titre du plan 2016 des opérations en Libye, dans le cadre d'une stratégie de protection et de fonctionnement fondée sur le cas de figure du statu quo ; b) pour améliorer le suivi des activités mises en œuvre et la communication de rapports à ce	14/04/2016	31/05/2016	31/12/2016

<i>Mission numéro</i>	<i>Intitulé de la mission</i>	<i>Recommandations</i>	<i>Dernière mise à jour</i>	<i>Date du rapport</i>	<i>Date cible</i>	<i>Nouvelle date d'achèvement estimative</i>
		compte avec précision de ses indicateurs d'efficacité sur la plateforme FOCUS, l'outil de gestion fondée sur les résultats du HCR ; et c) évaluer, en milieu d'année, la pertinence de la stratégie en place et, si nécessaire, la réviser, de même que les objectifs et indicateurs associés.	sujet, les pratiques optimales du HCR concernant la gestion à distance avaient été adoptées en Libye ; et c) la Mission évaluerait la pertinence de la stratégie en place et procéderait à sa révision, ainsi qu'à celle des objectifs et indicateurs associés, dès mai 2016. Le BSCI attend avec intérêt de recevoir des informations actualisées sur ce dernier point.			
AR2015/112/02	Audit des opérations du HCR au Soudan du Sud	La Représentation du HCR au Soudan du Sud devrait élaborer et mettre en œuvre un plan d'action permettant d'attribuer des ressources suffisantes et d'assigner clairement les responsabilités en ce qui concerne, notamment, les activités de suivi menées par la direction et le dispositif de contrôle par le Comité local de gestion des actifs, pour garantir que tous les actifs fassent l'objet d'une vérification physique, que les registres soient tenus à jour et que les articles manquants puissent être localisés.	En juin 2016, la Représentation a indiqué qu'au 23 juin 2016, l'état des immobilisations corporelles avait été évalué à 821 articles confirmés. La Représentation avait donné l'assurance raisonnable que ses registres des immobilisations corporelles étaient à jour et correspondaient à l'état actuel de ses actifs. L'état actuel des articles suivis par numéro de série (STI) avait été évalué à 2 185 articles, contre 4 229 avant l'audit. La Représentation avait donc fait passer 2 044 articles par pertes et profits, ce qui signifiait que 48 % de la base de données des STI avaient été supprimés. Le BSCI considère toujours cette recommandation comme en cours d'application, dans l'attente des justificatifs qui permettront de mettre un terme à	18/05/2016	30/06/2016	31/12/2016

